

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

AMR 29/004/2006 – ÉFAI

Londres, le 7 août 2006

AU 211/06

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

SALVADOR William Hernández (h), directeur de l'*Asociación Entre Amigos* (Association Entre Amis), organisation non gouvernementale (ONG) œuvrant en faveur des lesbiennes, des gays et des personnes bisexuelles et transgenres (LGBT) ainsi que les membres de l'*Asociación Entre Amigos*

Des membres de l'*Asociación Entre Amigos* (Association Entre Amis), dont William Hernández, son directeur, ont reçu des menaces de mort et seraient surveillés. Il est possible que ces actes aient pour but de pousser l'organisation à cesser ses activités en faveur des lesbiennes, des gays et des personnes bisexuelles et transgenres (LGBT) au Salvador.

Le 1^{er} juin, à 19 h 30, William Hernández a été tenu sous la menace d'une arme à feu devant le bureau de l'*Asociación Entre Amigos* à San Salvador, la capitale du pays. Le policier chargé d'assurer sa protection venait de le quitter, car il avait terminé sa journée de travail. Un inconnu s'est approché de William Hernández par derrière et a pointé une arme à feu contre son cou en disant : « *Ne te retourne pas. Arrête de foutre la merde à l'Assemblée. Arrête les conneries que tu fais dans la rue, je sais que tu en prépares pour ce mois-ci. J'ai déjà cherché à l'intérieur et je n'ai rien trouvé. Maintenant, je vais obtenir ce que je cherche. Arrête tes saloperies ou je te tuerai avant ton mariage.* » L'inconnu s'est ensuite emparé de la mallette que portait William Hernández et s'est enfui.

Deux jours avant cet épisode, des personnes s'étaient introduites par effraction dans le bureau de l'*Asociación Entre Amigos*. Le 30 mai, William Hernández et un autre membre du personnel de l'organisation avaient constaté en arrivant sur les lieux que trois vitres avaient été brisées et que leurs dossiers avaient été fouillés. En outre, ils ont trouvé des menaces écrites sur papier. L'une disait : « *mort aux pédés* », et l'autre : « *voilà ce que vous méritez* ». Aucun équipement de valeur n'a été volé. En revanche, les cambrioleurs ont dérobé plusieurs documents, dont un programme rédigé à la main concernant les activités de juin de l'organisation en vue de célébrer la diversité sexuelle. Parmi ces activités, une manifestation devant l'Assemblée législative était prévue pour dénoncer la ratification d'une réforme constitutionnelle visant à interdire le mariage des couples de même sexe et l'adoption d'enfants par des lesbiennes ou des gays.

À la suite de cette effraction, l'*Asociación Entre Amigos* s'est installée dans un nouveau bureau, mais les membres du personnel pensent qu'ils sont surveillés. Ils ont remarqué la présence de plusieurs inconnus qui semblent monter la garde quatre à cinq heures par jour devant le bâtiment de l'association.

Le *Partido Demócrata Cristiano* (PDC, Parti démocrate-chrétien), parti d'opposition, et l'Église catholique du Salvador militent en faveur d'un amendement de la Constitution qui interdirait aux couples de même sexe de se marier ou d'adopter des enfants. L'amendement a été adopté par l'Assemblée législative en 2005, mais doit encore être ratifié par le nouveau Parlement, élu en mars. L'*Asociación Entre Amigos* intervient auprès des députés et mène une campagne contre cette modification de la législation.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

L'*Asociación Entre Amigos* dispense des cours d'éducation sexuelle aux lesbiennes, aux gays et aux personnes bisexuelles et transgenres (LGBT), ainsi qu'au reste de la population. En outre, elle dénonce ouvertement les violations des droits humains commises contre les LGBT et le fait que les autorités rechignent à enquêter sur ces atteintes.

Au Salvador, les lesbiennes, les gays et les personnes bisexuelles et transgenres (LGBT) sont régulièrement la cible d'agressions et de tentatives d'intimidation. L'*Asociación Entre Amigos* a fait état de sept cas d'effraction dans ses bureaux au cours des cinq dernières années. Chacun de ces faits a été signalé aux autorités, mais les enquêtes qui ont suivi se sont avérées superficielles et aucun responsable présumé n'a été déféré à la justice. William Hernández bénéficie toujours d'une protection policière pendant ses heures de travail en raison de précédentes menaces proférées à son encontre (voir AU 159/99, AMR 29/06/99 du 12 novembre 1999 et sa mise à jour).

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous vivement préoccupé par la sécurité de William Hernández, le directeur de l'*Asociación Entre Amigos* (Association Entre Amis), et par celle des autres membres du personnel de cette ONG ;
- exhortez les autorités à prendre des mesures immédiates en vue de garantir la sécurité du personnel de l'*Asociación Entre Amigos* et de renforcer la protection dont bénéficie William Hernández, conformément à ses souhaits ;
- demandez qu'une enquête exhaustive et impartiale soit menée dans les meilleurs délais sur les menaces de mort dont William Hernández a fait l'objet, que les résultats de l'enquête soient rendus publics et que les auteurs présumés des menaces soient traduits en justice ;
- rappelez aux autorités que la Déclaration des Nations Unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus proclame la légitimité des activités des défenseurs des droits humains et leur droit de mener celles-ci sans restriction ni crainte de représailles ;
- engagez instamment les autorités à prendre des mesures immédiates pour faire cesser les tentatives d'intimidation visant les lesbiennes, les gays et les personnes bisexuelles et transgenres (LGBT).

APPELS À :

Ministre de l'Intérieur :

Ministro de Gobernación

Sr. Rene Figueroa

Centro de Gobierno

San Salvador, Salvador

Fax : + 503 2281 5959

Courriers électroniques : mariana.orellana@gobnacion.gob.sv

Formule d'appel : *Estimado Ministro*, / Monsieur le Ministre,

Procureur général :

Fiscal General

Lic. Félix Garrid Safie

Fiscalía General de la República

Colonia Flor Blanca

49 Avenida Sur

Edificio 8-B

San Salvador, Salvador

Fax : + 503 2249 8613

Formule d'appel : *Estimado Fiscal General*, / Monsieur le Procureur général,

Ministre des Affaires étrangères :

Ministro de Relaciones Exteriores

Sr. Francisco Esteban Laínez Rivas

Calle circunvalación 227, Colonia san Benito.

San Salvador, Salvador

Fax : + 503 2243 9658

Courriers électroniques : flainez@rree.gob.sv

Formule d'appel : *Estimado Ministro*, / Monsieur le Ministre,

Directeur général de la police nationale civile :

Director General de la Policía Nacional Civil

Sr. Rodrigo Ávila

Cuartel Central de la PNC
6^a. Calle Oriente,
entre 8 y 10 Avenida Sur
San Salvador, Salvador
Fax : + 503 2245 1554
Courriers électroniques : gacosta@pnc.gob.sv
Formule d'appel : *Estimado Director General*, / Monsieur le Directeur,

COPIES À :

Bureau de la Procureure chargée de la défense des droits humains :
Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos
Dra. Beatriz Alamanni de Carrillo
9^a Av. Norte y 5^o Calle Poniente
Edificio AMSA N° 535
San Salvador, Salvador
Fax : + 503 2222 0655
Courriers électroniques : soniaquandique@pddh.gob.sv

Association Entre Amis :
Asociación Entre Amigos
c/San Antonio Abad, Lote 2, casa num 2562
San Salvador, Salvador
Fax : +503 2257 4930
Courriers électroniques : entreamigos@integra.com.sv

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Salvador dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 18 SEPTEMBRE 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*